

La catastrophe de Catalogne a eu un profond retentissement au sein du régime espagnol

Les dépêches de presse (voir La Tribune de Genève du 8 novembre) signalent de nouvelles inondations en Espagne. En même temps, nous recevons de notre correspondant de Madrid une analyse très intéressante concernant les répercussions politiques de la grande catastrophe de Catalogne qui, avec près de 400 morts, a bouleversé le monde cet automne.

Le rapport de notre correspondant est très complet ; aussi, nous le publions en deux articles, dont le second paraîtra demain.

Madrid, octobre 1962.

La catastrophe de Catalogne a agi sur le régime espagnol comme un catalyseur : certains des hommes arrivés au pouvoir le 11 juillet se sont brusquement trouvés « a la hora de la verdad ». L'appareil de l'Etat en général, le Caudillo en particulier ont révélé le niveau de leur vitalité — celui de leur efficacité ou celui de leur sclérose. Il aura suffi de quelques heures pour que les forces politiques du régime et ses hommes découvrent leurs caractères, leurs méthodes, leurs moyens, leurs facultés.

Dans la nuit du 25 au 26 septembre, entre huit et onze heures, on s'en souvient, une trombe d'eau s'écrasait au nord de Barcelone sur la région de Tarrasa et de Sabadell — le cœur de l'industrie textile espagnole. A une heure du matin, les premières unités du génie et du service de santé militaire intervenaient. A trois heures de l'après-midi, le 26, arrivaient de Madrid le vice-président du Conseil, capitaine-général Munoz Grandes, et le ministre du travail, M. Romeo. Quelques heures plus tard, M. Navarro, ministre des finances, M. Lopez Bravo, ministre de l'industrie et cinq autres membres du gouvernement arrivaient à leur tour. Les industriels que j'ai rencontrés dans la zone sinistrée ont été unanimes : « Jamais nous n'aurions imaginé que Madrid serait capable de cette cordialité envers nous, et d'agir avec une telle rapidité. »

Le 28, le ministre des finances demandait à la Banque d'Espagne d'accepter jusqu'à concurrence de 25 millions de pesetas les effets tirés sur elle par les banques de Tarrasa et de Sabadell : la mesure permit de payer sans interruption, au taux de plein emploi, les salaires des chômeurs forcés, quelque 3000. En même temps, le gouvernement ayant déclaré les dommages « risques catastrophiques », les compagnies d'assurance étaient obligées de les couvrir au maximum prévu aux contrats. Un moratoire fiscal était accordé. Enfin M. Navarro, après une rapide estimation, annonçait aux industriels sinistrés qu'il comptait faire mettre un premier crédit d'un milliard de pesetas à leur disposition.

La douleur des deuils — près d'un millier de morts, étreignait les Catalans, mais

cette compassion active des officiels, et surtout leur humanité, leurs attentions, ouvraient un horizon d'espérance. Le chiffre des dommages matériels s'élève à un total voisin de 1800 millions de pesetas. L'empressement du gouvernement à les compenser touche les Catalans : ils sont industriels, mais ils sont sentimentaux.

Le Conseil des ministres se réunit le 1er octobre à Barcelone sous la présidence du capitaine-général Munoz Grandes. Il décidait d'accorder des crédits d'un total de quelque 2,2 milliards. Trois jours plus tard, le milliard annoncé par le ministre des finances était effectivement mis à la disposition des industries sinistrées. « Pour la première fois en vingt-cinq ans, me dirent leurs patrons, nous avons vu un ministre qui ne se contente pas de faire des promesses mais qui les tient. » Les Catalans découvraient qu'il existait aujourd'hui à la tête du gouvernement une équipe d'hommes capables, de cœur et d'efficacité.

Les opérations de sauvetage avaient été prises en main par Munoz Grandes : les Catalans découvrirent un général attentif au détail des choses, et qui vérifiait lui-même l'exécution de ses ordres. Sa simplicité d'abord, son regard direct, son refus de tout protocole firent de lui en quelques jours, avec M. Navarro l'un des deux hommes les plus populaires de la Catalogne.

A la veille de la catastrophe, séparatistes, communistes, jeunesses libertaires s'apprétaient à agiter ouvriers et étudiants. M. Pujol, jeune leader catalaniste, arrêté voici deux ans, sera sans doute libéré ce mois-ci. Bien des gens à Barcelone voyaient déjà dans cette libération un prétexte à remuements. La trombe d'eau a, pour ainsi dire, provoqué une mobilisation des énergies et des sentiments de la Catalogne autour de ses deuils et de ses ruines, elle a écrasé provisoirement tous ces ferments. Les radios communistes tentent de répandre des rumeurs sur l'incurie du gouvernement, mais son activité chaque jour vient les démentir. Si quelques pétards éclatent, si quelques mouvements de grève apparaissent encore dans les prochains mois, il est probable qu'ils ne rencontreront guère d'écho dans la masse.

Voilà bien des années que je n'avais entendu certaines parmi les têtes les plus froides du catalanisme me dire : « Si Madrid confirme sa sincérité, il est possible que les Catalans reconsidèrent peu à peu leur position envers le régime. Le gouvernement s'apprête à nous donner les moyens de devenir une des premières régions textiles d'Europe. Vous verrez dans un an où nous en serons. Nous ne l'oublierons pas. »

Jean CRÉACH.

25 ct.
le numéro

France: N.F. —.40 le numéro
Italie: L. 50.— le numéro
Belgique: FR. 3.— le numéro
Espagne: P. 4.— le numéro

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 12 mois

POUR LA SUISSE: Fr. 13.— Fr. 25.— Fr. 47.—

Numéro du samedi seulement: Fr. 4.— Fr. 8.—

France: S'adresser à La Presse Française et Etrangère
11, rue Royale, Paris 8^e. Téléph. Anjou 78.63

Italie: S'adresser à Inter-Orbis, 31/1, Via Lorenteggio,
Milan

Autres pays: S'adresser à l'Administration du journal

LA TRIBUNE DE GENÈVE

Quotidien fondé en 1879

N° 264/45 - Samedi 10 et dimanche 11 novembre 1962 - 28 pages (+ suppl.)

Administration, rédaction, imprimerie: rue du Stand 42 - Compte de chèques postaux I 489 - Téléphones: administration (022) 25 53 30, rédaction (022) 25 53 31

RÉCIT D'UN TÉMOIN OCULAIRE

Rencontre des partisans du roi et de ceux de Franco sur les lieux de la catastrophe de Catalogne

Les marches et les contre-marches de la censure espagnole révèlent un certain flottement dans les décisions et l'existence d'éléments personnels complexes

Les dépêches de presse en septembre (voir La Tribune de Genève du 8 novembre) signalent de nouvelles inondations en Espagne. En même temps, nous recevons de notre correspondant de Madrid une analyse très intéressante concernant les répercussions politiques de la grande catastrophe de Catalogne qui, avec près de 400 morts, a bouleversé le monde.

Le rapport de notre correspondant est très complet; aussi, l'avons-nous publié en deux articles, le premier ayant paru hier. (1)

II

Madrid, octobre 1962.

Autre terrain de l'intervention officielle: l'information et la propagande. C'est à ce carrefour-là que les esprits malins attendaient l'équipe arrivée au pouvoir le 11 juillet. Pour ce qui concerne l'information technique sur la catastrophe, elle fut solide et abondante. J'ai pu maintes fois la recouper moi-même. Mais dès le 29 septembre l'affaire a commencé de se politiser et la propagande s'en est emparée.

Le 26 septembre, Don Juan, d'Estoril, se fait renseigner sur l'étendue du désastre, il fait savoir son intention d'envoyer l'Infant don Juan et la princesse des Asturies dire son émotion aux Catalans. On demande son avis à Franco, qui déclare partager celui du comte de Barcelone. La presse, sauf celle de la Phalange, se prépare à annoncer la décision de don Juan et l'arrivée de ses enfants. Un ordre de la censure parvient aux journaux le 27: les informations relatives au voyage des Infants doivent être publiées non pas à la page une, mais dans les pages intérieures des journaux. Seul l'«ABC» ose titrer à la une. Le catholique «YA», sous l'autorité de M. Artajo, ancien ministre des affaires étrangères, qui s'était vanté auprès de don Juan en 1946 de faire restaurer la monarchie, lui Artajo, par Franco, s'aligne et envoie son papier à la une. Le 29 septembre, Juan Carlos et Sophie arrivent à Barcelone.

Ils sont accueillis à l'aéroport par le capitaine-général de Catalogne, le général de Lamo Pêris, l'alcalde, etc.; à la Diputación, les conseillers de Catalogne les reçoivent en grand apparat: tapis grenat, gardes municipaux en tenue de parade, musique, Juan Carlos et Sophie visitent la zone sinistrée, Tarrasa, Sabadell, Moncada, Molins de Rey, Juan Carlos conduisant lui-même sa jeep au milieu des ruines et des fondrières, la princesse des Asturies dans les larmes, calmant et réconfortant ceux que la mort des leurs avait jetés dans le désespoir.

*

Au gouvernement civil, en présence du gouverneur de Barcelone, M. Matias Vega et du ministre de l'intérieur, le général Camilo Alonso, Juan Carlos remettait au nom du comte de Barcelone au général Munoz Grandes un chèque d'un million de pesetas pour les sinistrés. Seule Mme Franco, chez les particuliers, avait fait mieux: deux millions.

«Altesse, répondit Munoz Grandes à Juan Carlos, vous direz au roi votre père toute ma gratitude pour sa générosité.»

Un tel titre accolé dans une telle bouche au nom de don Juan en présence de témoins d'un pareil rang confirmait maints indices des dernières semaines: et que Munoz Grandes, désigné par Franco comme son dauphin le 11 juillet, placerait le comte de Barcelone sur le trône d'Espagne en cas de mort du Caudillo. Il avait entouré les Infants de ses prévenances, mettant à leur disposition un aide de camp, le général Becerril, en gants blancs et écharpe

rouge de service, faisant établir chez le marquis de Castellodorsius, chez qui les Infants étaient descendus, deux lignes de téléphone, l'une avec Madrid, l'autre avec Estoril.

Le lundi 1er octobre, Franco est applaudi par quelque 400.000 Barcelonais, plus curieux qu'enthousiastes. J'y étais. Il préside un service à la cathédrale. Les Infants y représentent le comte de Barcelone. L'après-midi, tandis que se réunit le Conseil des ministres, Juan Carlos et Sophie se rendent à Montserrat: ils sont fidèles à la sainteté du vieux sanctuaire, et indifférents

Conseil privé du comte de Barcelone rencontra le ministre de l'information, M. Fraga, et s'étonnait de le voir, lui qui se disait monarchiste, entourer de silence le voyage des Infants en Catalogne. M. Fraga répondit que les monarchistes auraient toute facilité pour exposer la doctrine de la monarchie sous forme d'éditoriaux, afin de former une opinion monarchiste: et quelques jours plus tard, il acceptait le choix d'un nouveau directeur de l'«ABC», M. Torcuato Luca de Tena, un ami de don Juan. Ces assurances et ce choix représentent un progrès sur la situation antérieure.

peut, en effet, dire de lui, comme de son prédécesseur, qu'il est un sot. C'est un esprit des plus distingués, et c'est un homme d'honneur. Ainsi, à Madrid, chacun se demande: est-il entravé, s'est-il déjà résigné, alors qu'à peine nommé ministre, il annonçait qu'il supprimait la censure?

*

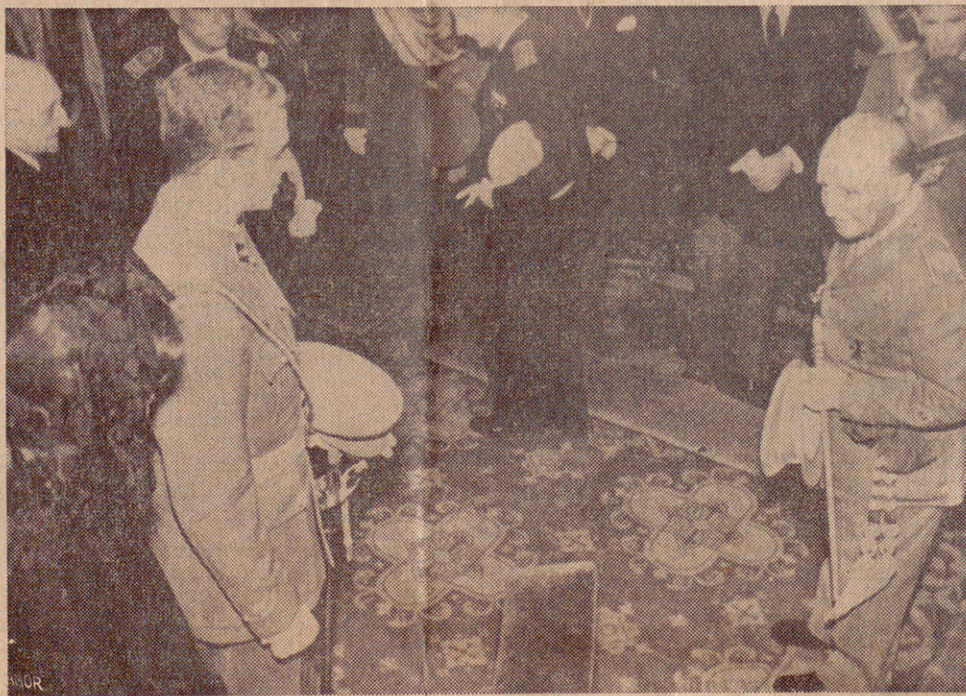
L'affaire peut-être est moins simple. Nous croyons savoir que le général Franco a freiné son fougueux ministre de l'information, dès avant la catastrophe de Catalogne. Que Franco se soit montré un peu anxieux du succès des Infants en Catalogne, et, surtout, de celui du général Munoz Grandes, si je ne suis pas mal informé, cela n'est pas impossible. La question est de savoir s'il pourra longtemps persister dans cette attitude, étant donné le caractère des hommes avec lesquels il a accepté de partager le pouvoir en juillet. Au lieu d'être divisés par ses soins, ses ministres sont pour la plupart fort unis. Au cours de chaque Conseil les trois ou quatre yes-men sont à tout coup défaits par les ministres indépendants, et qui fondent leur sort sur l'évolution du régime. Et c'est à l'opinion de cette majorité que d'habitude se rend le Caudillo, aussitôt suivi par les yes-men...

Pour ce qui est de la liberté de la propagande en faveur de la monarchie, nous avons dit maintes fois ici qu'elle dépendait d'abord des monarchistes. Les assurances que vient de leur donner le ministre leur montrent que c'est à eux de révéler s'ils ont des hommes, des idées, des programmes précis. Jusqu'ici, force est de reconnaître que le «Bulletin» publié par le secrétariat du comte de Barcelone à Madrid est bien faible: la propagande illustrée faite autour de lui peut toucher des mondains, mais non la masse ni les classes créatrices; et, à part deux ou trois exceptions notoires, les articles de «monarchistes» sont d'une telle médiocrité qu'ils desservent leur cause, offrant au régime un bon prétexte à temporiser.

Pour ce qui est de la censure en général, il serait sage d'attendre encore quelques semaines avant de savoir si Franco en rétablira ou non l'arbitraire. La loi de presse qui se prépare procurera une arme puissante aux ministres libéraux, à condition qu'ils soient déterminés à la faire respecter, autant qu'à la respecter eux-mêmes. Reste à savoir quelle forme en définitive le Caudillo entendra donner à cette loi.

Jean CRÉACH.

(1) Voir La Tribune de Genève du 9 novembre 1962.



Photopress

Franco fait la révérence devant don Juan et son épouse lors de l'office funèbre organisé pour les victimes des inondations de Catalogne

à sa réputation de foyer du catalanisme. Deux mille personnes les acclament, les palpent, les embrassent, les bousculent, les séparent, les rassemblent dans une frénésie collective; toute cette foule sur le parvis du monastère cherchant à participer de tous ses sens à une monarchie enfin incarnée.

Voilà donc les faits, dans leur bref. Un reporter de l'«ABC» de Madrid avait accompagné les Infants. Il téléphone ses premiers papiers le 29 au soir: l'accueil fait au prince et à la princesse des Asturies par les officiels, par l'armée, par les Catalans sont d'un bon augure. Or, le mardi 2 octobre, les journaux sortent avec une courte note annonçant la remise du chèque, puis le passage des Infants à l'aéroport de Madrid, sur le chemin du retour au Portugal. De leur voyage dans la zone sinistrée, pas une ligne: toute la relation du correspondant de l'«ABC» avait été caviardée par la censure. Tout se passait comme si les Espagnols devaient ignorer que la Catalogne les avait acclamés plus chaleureusement que le général Franco. En même temps, nous entendions, dans cette province à l'épiderme ultra-sensible, la radio présenter Franco comme aux meilleures années de la Phalange et sur le ton de l'adulation grandiloquente, comme «le vainqueur de la guerre et de la paix» — et comme si vingt ans de tranquillité n'avaient pu enseigner au régime ni la sobriété, ni la discrétion, ni le goût de l'unité nationale.

Le 4 octobre, M. Péman, président du

Les signes de réactivation de la censure qu'on vient de voir, certains propos du ministre de l'information à un récent congrès d'éditeurs où ils s'entendirent déclarer que «l'édition dans un Etat moderne devait être comme les chemins de fer conçue comme un service public», dénotent chez lui des dispositions changeantes. On ne